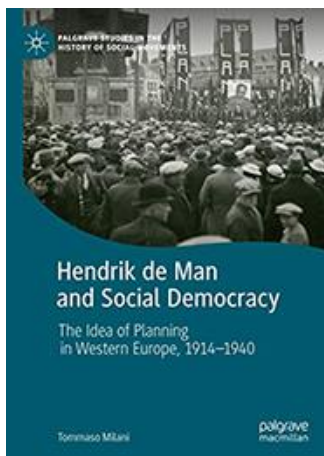


Tommaso Milani, *Hendrik de Man and Social Democracy: The Idea of Planning in Western Europe, 1914-1940*, Palgrave MacMillan, Palgrave Studies in the History of Social Movements, 2020, 329 p.

Mathieu Fulla



De la fin du XIX^e siècle à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Parti ouvrier belge (POB) joue un rôle de premier plan dans les débats économiques de la social-démocratie ouest-européenne. Personnifiée par la figure charismatique d'Émile Vandervelde (qui n'avait pas usurpé son surnom de « Patron »), cette organisation solidement enracinée dans les milieux syndicaux et coopérateurs compte environ 600 000 adhérents en 1931, ce qui en fait le deuxième parti de l'Internationale ouvrière et socialiste (refondée en 1923) derrière le Parti social-démocrate allemand (SPD) alors en crise. Dans un contexte difficile, marqué par la concurrence des idéologies fasciste et communiste et le chômage de masse provoqué par la Grande Dépression, une nouvelle génération de militants et d'experts socialistes belges plaide, autour d'Henri de Man, pour une refonte de l'approche économique et de la stratégie politique de leur parti. Un concept leur sert à la fois d'armature théorique et d'étendard de rassemblement : le plan.

Dans sa monographie tirée d'une thèse de doctorat soutenue en 2017 à la London School of Economics, l'historien Tommaso Milani revient sur le rôle joué par Henri de Man dans ce que l'on pourrait appeler un « moment belge » de l'histoire des idées économiques du socialisme ouest-européen au XX^e siècle. Son importante contribution théorique et politique à la question du rapport entre socialisme démocratique, capitalisme et État reste cependant occultée aujourd'hui encore par son choix de la collaboration avec le nazisme. Prenant la tête du POB quelques temps après la mort d'Émile Vandervelde (décembre 1938), Henri de Man appelle en juin 1940 ses camarades à « accepter la victoire » des Allemands et à soutenir la mise en place d'un régime de rénovation nationale à parti unique sous l'égide du roi Léopold III. Ce tournant « illibéral » – adjectif employé par l'auteur auquel on préfère celui d'« autoritaire » – qui s'amorce à partir de 1935 n'est pas sans rappeler la « dérive » de personnalités de la gauche française des années 1930 telles que Jacques Doriot, Gaston Bergery ou Marcel Déat¹. Pour Milani, la trajectoire d'Henri de Man s'explique principalement par sa perte de foi dans la démocratie

¹ Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1945*, Paris, Seuil, 1986.

parlementaire, couplée à un attachement inconditionnel au pacifisme et au neutralisme de la Belgique encore renforcé par l'amitié nouée en 1938 avec Léopold III.

Appréhender son œuvre théorique et militante de l'entre-deux-guerres au prisme de la collaboration, à l'instar de Zeev Sternhell dans *Ni droite ni gauche*, reviendrait toutefois à tomber dans le piège de la téléologie. De 1914 à la veille de la Seconde Guerre mondiale, de Man a pensé et agi en socialiste. Fondé sur l'exploitation d'archives belges, françaises, britanniques et italiennes ainsi que des fonds de l'Internationale socialiste conservés à Amsterdam et structuré en dix chapitres denses, l'ouvrage propose une réflexion stimulante sur les fractures et les ambiguïtés suscitées par l'introduction de l'idée de plan dans les partis socialistes ouest-européens au début des années 1930. Au travers du cas de Man, il offre également au lecteur l'opportunité de réfléchir à un idéal-type de carrière militante, celui de l'expert sortant de la « salle des machines » partisane pour embrasser le métier politique.

Un « moment planiste » belge (1933-1935)

Alors que la Belgique est frappée de plein fouet par la Grande Dépression, Émile Vandervelde se tourne vers Henri de Man pour redynamiser un POB qui doit en outre faire face – comme ses homologues ouest-européens – à une crise doctrinale, celle du marxisme orthodoxe. L'ascension du théoricien belge dans le parti s'explique donc non seulement par ce contexte de crise, mais aussi par la bonne réputation qu'il s'est construite dans les années 1920 à la faveur de travaux appelant à régénérer la social-démocratie par la rupture avec l'idole marxiste. Traduit dans les principales langues européennes, la publication en 1926 de *Zur Psychologie des Sozialismus (Au-delà du marxisme* en français) assoit sa réputation de penseur hétérodoxe, suscitant l'enthousiasme d'une jeune génération d'intellectuels engagés en socialisme comme Max Buset, André Philip ou Carlo Rosselli.

Rentré précipitamment d'Allemagne après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, celui que ses détracteurs – son ancien mentor Kautsky en tête – dépeignaient comme « l'homme qui a tué Karl Marx » se voit offrir les moyens de transformer son œuvre théorique en un programme anti-crise politiquement opératoire. À la tête d'un Bureau d'études sociales (BES) spécialement dédié à cette tâche, l'auteur de *Die Sozialistische Idee* (point d'orgue de sa réflexion doctrinale parue en 1932) mobilise de nombreux groupes de travail réunissant universitaires, journalistes, syndicalistes et coopérateurs. Moins d'un an plus tard, le POB endosse le « Plan du travail » du BES lors de son congrès de Noël de décembre 1933. Pensé dans un cadre national et démocratique, le document appelle à un changement radical de la nature du capitalisme, qui devrait être régi selon les principes d'une économie mixte où l'État, détenteur des grands moyens de production et des institutions de crédit, jouerait le premier rôle.

La genèse de la fabrique du Plan du travail mise en lumière par Tommaso Milani confirme la nécessité de ne pas réduire les partis politiques à des « entreprises » seulement tournées vers la conquête du pouvoir. Le POB apparaît dans cet exemple comme un producteur et un récepteur d'idées économiques hétérodoxes qui lui permettent de peser dans le débat intellectuel et politique – national et

transnational – sur la crise et les moyens d'en sortir. Il déploie ainsi autour de son plan une intense propagande. Aux vecteurs classiques de diffusion (brochures, conférences, manifestations) s'ajoutent des formes plus iconoclastes, allant des « parades à vélo » aux bandes dessinées, en passant par la composition d'une « Marche pour le Plan » et l'élaboration d'un « catéchisme » pour séduire l'électorat rural et chrétien. Compte tenu du rayonnement du POB dans le socialisme ouest-européen, le plan belge traverse rapidement les frontières et se retrouve au centre des débats de cette famille politique.

Une greffe planiste ambiguë en France, superficielle au Royaume-Uni

Dès 1934, le SPÖ autrichien, le Parti travailliste néerlandais et même le SPD en exil se dotent de leur propre plan. L'aura d'Henri de Man dans les milieux intellectuels du socialisme international est à son apogée. Un réseau transnational de militants planistes se constitue à la faveur de colloques et de conférences dont la plus fameuse se tient en septembre à l'abbaye de Pontigny dans le cadre des « décades » organisées entre 1922 et 1939 par le philosophe Paul Desjardins². À cette époque, de Man n'hésite plus à présenter (orgueilleusement) le planisme comme le « troisième âge de la social-démocratie » après « l'insurrectionnisme » des débuts et le « réformisme » de l'après Première Guerre mondiale dont il est un contempteur sévère.

L'engouement est cependant loin d'être général chez les socialistes. En France et au Royaume-Uni, la greffe planiste ne prend pas vraiment. Les historiens du mouvement ouvrier français de l'entre-deux-guerres retrouveront dans le chapitre sept des problématiques familières. Les divisions entre les trois courants socialisants se réclamant de l'idée de plan – « néo-socialistes » autour de Marcel Déat, planistes de la SFIO et planistes cégétistes – expliquent pourquoi celle-ci ne parvient pas à s'imposer comme la nouvelle *doxa*. En définitive, seule la CGT se saisit véritablement du Plan du travail et élabore son propre document sur lequel elle mène une propagande active. Après le 6 février 1934 cependant, la popularité croissante du concept dans les milieux autoritaires et le choix de la SFIO de constituer un front antifasciste avec le Parti communiste (PCF) sonne le glas du planisme en France dans sa version socialiste. Par la voix de son secrétaire général Maurice Thorez, le PCF exclut toute alliance fondée sur un plan, qu'il soit d'inspiration belge, cégétiste ou néo-socialiste, au motif qu'il détournerait les travailleurs de l'objectif de renversement du capitalisme, présenté alors par sa direction comme la seule voie possible pour améliorer la condition ouvrière.

La réaction des travaillistes britanniques au plan belge est plus tranchée encore. Si le document séduit quelques intellectuels et responsables politiques, au premier chef G.D.H. Cole, théoricien du « socialisme des guildes » à l'égard duquel de Man éprouvait une profonde admiration, et le député Stafford Cripps, aucune traduction politique ou syndicale d'envergure n'émerge dans un parti où les élites chantent pourtant régulièrement les louanges de la planification depuis le début des années 1930³. Le caractère contraignant du plan irrite les syndicats liés au British

² L'absence de référence aux travaux de François Chaubet sur les « Décades de Pontigny » constitue l'un des très rares oublis bibliographiques de l'auteur. Voir François Chaubet, *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.

³ Elizabeth Durbin, *New Jerusalem: The Labour Party and the Economics of Democratic Socialism*, London, Routledge & Kegan Paul, 1985.

Labour Party (BLP), qui n’y voit qu’« une perte de temps ». Le planisme ne séduit finalement qu’un microcosme intellectuel londonien également fasciné par la réussite du premier plan quinquennal soviétique. Comme le souligne justement Tommaso Milani, la conversion des élites travaillistes à l’économie mixte après 1945 résulte bien davantage de leur expérience dans le « cabinet de guerre » de Churchill pendant la Seconde Guerre mondiale que d’une lecture assidue des écrits d’Henri de Man dont l’étoile pâlit d’ailleurs dès 1935 avec son choix de la participation gouvernementale.

Le plan belge, victime du pouvoir et du sens politique déficient de son principal architecte

L’une des originalités de l’ouvrage de Tommaso Milani est de consacrer des développements stimulants à l’expérience ministérielle de son biographé. Henri de Man détient successivement deux portefeuilles dans le gouvernement de « rénovation nationale » de Paul Van Zeeland (1935-1937), celui des Travaux publics puis celui des Finances. Il conserve ce dernier poste quelques mois encore sous le gouvernement de Paul-Émile Janson. Le rapport qu’il entretient au pouvoir soulève un paradoxe intéressant. Comme ministre des Travaux publics (mars 1935-juin 1936), de Man développe une critique classique que l’on retrouve à la même époque chez plusieurs ministres socialistes du gouvernement de Front populaire français : les élites financières, la haute administration et les partenaires de la coalition (catholiques et libéraux dans le cas belge) empêchent toute réforme radicale du capitalisme. Constatant les succès (relatifs) de la politique économique menée par Van Zeeland, notamment permis par la dévaluation réussie du franc belge, il accepte cependant le portefeuille des Finances à la faveur d’un remaniement. À ce poste où l’on peut penser que les coudées sont plus franches, il conduit pourtant, à l’instar des gouvernements Müller en 1928-1930 ou MacDonald en 1929-1931 dirigés par des chefs de gouvernement socialistes, une politique économique orthodoxe, où le dogme de l’équilibre budgétaire reste inébranlable.

Pour Tommaso Milani, outre un contexte socio-politique défavorable – mais qui ne l’est pas davantage que dans la France du Front populaire –, l’une des causes profondes expliquant l’incapacité d’Henri de Man de mettre en œuvre son approche planiste réside dans son refus de se conformer aux règles non écrites du jeu politique, y compris dans son propre parti. Ses absences fréquentes aux réunions du POB, ses problèmes de communication et son inaccessibilité pèsent dans l’effritement du consensus partisan autour du plan. On peut d’ailleurs remarquer avec l’auteur que dès 1934, ses soutiens à la direction du POB – y compris celui de Vandervelde – s’amenuisent alors que sa réputation grandit à l’international. Sous les gouvernements Van Zeeland et Janson, Henri de Man apparaît isolé, les autres ministres socialistes ne comprenant pas le zèle qu’il déploie à présenter un budget en équilibre pour 1938. La réflexion de Tommaso Milani sur le « de Man homme d’État » pointe ainsi la difficulté, dans un régime démocratique, de convertir un programme aussi contraignant que le Plan du travail en un arsenal de politiques publiques si l’on ne dispose pas d’un savoir-faire tactique consommé.

Sur ce dernier point, une analogie intéressante aurait pu être établie par l’auteur entre le cas de son biographé et celui de Rudolf Hilferding. Comme de Man, cet économiste de sensibilité marxiste mais formé à l’école néo-classique autrichienne – il fut, comme Friedrich Hayek, un élève de Eugen Böhm-Bawerk – se fit d’abord

connaître dans le SPD des années 1920 par sa théorie du « capitalisme monopoliste d'État⁴ ». Comme de Man, l'expertise économique de Hilferding favorise son ascension rapide dans le parti. Lorsque le SPD prend la direction de gouvernements de coalition, brièvement en 1923, plus longuement en 1928-1930, c'est à lui que l'on confie le portefeuille des Finances. Comme de Man, la politique qu'il mène aux responsabilités contraste avec les appels répétés dans ses écrits théoriques et militants à la nationalisation des grands monopoles privés. Ministre des Finances entre juin 1928 et décembre 1929 alors que les premiers effets du ralentissement économique américain se font déjà sentir en Allemagne, Hilferding défend le libre-échange, la stabilité monétaire et l'équilibre budgétaire. Comme de Man enfin, sa popularité dans les milieux socialistes – sans même parler des ouvriers – pâtit de ce choix en faveur de l'austérité ; il est contraint à la démission dès décembre 1929 et peu de ses camarades regrettent son départ⁵.

Plus largement, par-delà l'ostracisme compréhensible dont fut victime Henri de Man après 1940 le planisme, concept particulièrement plastique dont il fut l'un des principaux architectes, constitua une expérience collective pour une génération de socialistes critique à l'égard du marxisme orthodoxe de la II^e Internationale mais refusant de rompre avec leur famille politique. Il faut ainsi souligner avec Tommaso Milani que les deux idées centrales du Plan du travail, l'ouverture aux classes moyennes et le plaidoyer pour l'économie mixte acquièrent force d'évidence au cours de « l'âge d'or » social-démocrate de l'après-guerre – quoique la filiation avec le planisme belge y apparaisse singulièrement ténue.

⁴ Selon Hilferding, le capitalisme de l'après Première Guerre mondiale se caractérise par un niveau de concentration très élevé des principaux moyens de production et d'échange entre les mains d'intérêts privés prenant la forme de monopoles ou de cartels. Par conséquent, il est possible selon lui pour un parti socialiste comme le SPD, s'il parvient à conquérir le pouvoir par les urnes, d'initier une transition graduelle et pacifique du capitalisme au socialisme en nationalisant ces grands monopoles et cartels.

⁵ William Smaldone, *Rudolf Hilferding: The Tragedy of a German Social Democrat*, De Kalb, Northern Illinois University Press, 1988.